

Europe, le taureau par les cornes

Devant toutes les accélérations spectaculaires auxquelles on assiste, il est important de garder un œil sur les choses lentes : l'héritage du passé, le jeu séculaire auquel se livrent peuples et États, la longue durée des identités.

Luuk van Middelaar, *Quand l'Europe improvise*

Les Européens n'auraient-ils construit qu'un État-Nation unitaire et singulier que leur affaire n'intéresserait qu'eux. C'est leur fédération d'États-Nations qui retient l'attention et excite les esprits, parce que chacun de par le monde devine qu'il y a là une formule d'application générale et riche d'avenir.

Marcel Gauchet, *L'Avènement de la démocratie IV, Le nouveau monde*

Mal-aimée « qui ne fait plus rêver », bouc émissaire méconnu par nombre de ses citoyens, et encore bien davantage par ceux issus des milieux populaires et des populations « périphériques » – monde rural, petites villes et périurbain –, l'Union Européenne rassemble les pays les plus prospères, les moins inégalitaires et les plus démocratiques au monde. Le partage d'un marché unique, de normes légales et institutionnelles, d'une liberté de circulation des personnes, des messages et des biens entre ses membres, compte parmi les nombreuses conquêtes de la construction européenne. Comment expliquer cette désaffection relative de l'UE dans un monde menacé et menaçant, qui demanderait de renforcer sa cohésion ?

L'APPROCHE des élections européennes nous invite à analyser, et ceci le plus simplement possible, quelques enjeux cruciaux de l'avenir du continent. Le fait même d'écrire « *le plus simplement possible* » indique déjà qu'un des facteurs constitutifs de l'Europe et, ensuite, de l'Union Européenne, est sa complexité native. Complexité non seulement pour le commun des mortels, mais aussi pour le « public informé »¹.

Cette complexité est en elle-même un danger pour l'UE. Elle alimenterait le « déficit démocratique »² dont elle

où vous sentez que vous êtes compris. C'est là une partie du problème de l'Europe : personne n'a le sentiment de vraiment la comprendre, et beaucoup s'y sentent incompris. », *Le Monde*, 3 mai 2019. Notons cependant que le taux d'adhésion des citoyens à l'UE, selon les enquêtes d'opinion, varie énormément d'un pays à l'autre. Le lecteur ou l'auteur francophone a souvent tendance à confondre la France et l'Europe...

¹ Ce que dit à sa manière le politologue bulgare Ivan Krastev : « Le philosophe Karl Jaspers [1883-1969] donne une excellente définition de la patrie : c'est l'endroit que vous comprenez et

² Cette expression a été mise en circulation en 1979 par un fonctionnaire de la Commission, responsable des relations avec le Parlement, lors des premières élections européennes au suffrage universel (van Middelaar, 2012, p.420).

souffrirait, une des sources des nationalismes et des populismes qui y sont associés. Trop grande, trop diverse, trop bureaucratique, trop libérale, pas assez « politique » : *Bruxelles* n'est pas un objet d'identification. Du moins pas pour tous. Cependant, quand l'UE vient à manquer, les bannières européennes fleurissent à Londres, Kiev, Varsovie ou Bucarest. Certes, la République n'est jamais aussi belle que sous l'Empire, mais il semble risqué d'attendre « l'Empire » pour l'apprécier à sa juste valeur.

Le sujet principal dont il sera question ici est l'Union Européenne, les vingt-huit États membres (le Brexit étant en suspens à ce jour) enchaînés dans un continent qui comporte des États associés à l'UE selon divers traités (Norvège, Suisse ou Islande), d'autres dans l'antichambre (pays des Balkans, Turquie) ou inscrits dans un partenariat (notamment l'Ukraine). Enfin, last but not least, le continent européen est adossé à un « étranger proche » depuis plus d'un millénaire, un voisin qu'il convient de ne pas oublier : la Russie. L'Ukraine est un « entre-deux », une terre-frontière divisée et qui en porte le nom (*Terre des confins*)³. On sait ce qui s'y joue dans ce contexte.

Pour tracer les contours de cet ensemble aux bornages incertains (surtout dans sa partie orientale), inspirons-nous d'une conférence

³ C'est le sens étymologique de « *Ou Kraïn* ». Cette division se marque notamment dans des hybridations religieuses, avec l'église uniate qui reconnaît l'autorité de Rome tout en conservant le rite orthodoxe. Le séparatisme du Donbass et de la Crimée en est une autre illustration tragique.

prononcée par Krzysztof Pomian⁴ à La Haye en 2007, et republiée dans sa traduction française – revue par l'auteur – dans *Le Débat* d'avril 2019. Son titre trace bien les enjeux de la question : « Identité européenne : fait historique et problème politique ». Pomian va tenter de cerner les éléments constitutifs et dynamiques de l'identité européenne, dont la diversité constitue un des aspects majeurs. C'est d'ailleurs ce que le voyageur ressent d'emblée au retour d'un séjour sur un autre continent : une pluralité de langues à l'aéroport, dans le port ou dans la gare, et, en même temps, un indéniable air de famille. L'Europe est une tour de Babel qui ne se serait pas effondrée, car ses fondations historiques sont solides malgré de multiples ravages. Mais par quel mystère sa diversité et son unité sont-elles intimement associées ?

Le rejet de la forme Empire

Pour visiter ses fondations, Pomian compare l'Europe à la Chine⁵. Si l'identité chinoise ne pose guère question au Chinois moyen (nous parlons des Chinois ethniques, les Hans) ni à l'étranger, l'identité européenne est moins évidente.

⁴ Né à Varsovie en 1934, Krzysztof Pomian est un philosophe qui a émigré vers la France en 1973, après avoir été exclu du Parti ouvrier polonais (parti communiste) en 1966 et privé d'enseignement en 1968. Il a fait sa carrière universitaire en France, au CNRS et à l'école des Hautes études en sciences sociales. Il est notamment le directeur du Musée de l'Europe à Bruxelles. Il a la double nationalité polonaise et française.

⁵ La comparaison avec l'Inde aurait été plus compliquée. PS. Cet aspect a été bien synthétisé dans. « L'indistinction du politique et du religieux en Chine. Un problème contemporain », par Emmanuel Dubois de Prisque dans *Le Débat*, janvier 2020.

C'est, nous dit Pomian, parce que « Les Chinois sont habitués à penser la Chine comme culturellement et politiquement unifiée, tel un Empire. Les Européens, au contraire, sont habitués à penser en termes de diversité : diversité de langues⁶, d'aires culturelles, de religions et de confessions à l'intérieur d'une même religion et, évidemment, en premier lieu, en termes de pluralités de nations. »

Le fait national, plus ou moins ancien en fonction des pays, est bien davantage ancré que le fait européen, et certainement en matière identitaire. Ajoutons que si les populations urbaines et à haut niveau de diplôme (souvent polyglottes) se perçoivent cosmopolites, ce n'est pas le cas des populations dites « périphériques ». C'est un des problèmes majeurs que rencontre l'Europe aujourd'hui, un problème qui était moins prégnant avant l'ère démocratique et, bien évidemment, celle des réseaux sociaux.

Pomian pointe ce qui frappe le visiteur dans le paysage européen : les églises, les croix et les cloches jusque dans le moindre village, les plans des villes et l'architecture, l'alphabet avec ses variantes, la densité des images et la figuration des humains, les vestiges grecs et romains (en plein air ou dans les musées). Une individualité

⁶ Sans rentrer dans les détails, il est important de souligner que la diversité des langues existe également en Chine (nous ne parlons pas ici des « minorités » tibétaines, ouïgoures ou mongoles), mais l'écriture idéographique transcende cette diversité, car elle ne représente pas des sons mais bien des concepts. Un Japonais, qui parle une langue différente, peut aussi lire un texte chinois.

européenne indéniable se superpose à la diversité des nations, même si cette perception « paysagère » dominante ne tient pas compte des anciennes minorités juive et musulmane (Andalousie, Sicile).

À ces traits paysagers prépondérants, il faut évidemment associer des éléments culturels anciens ou plus contemporains : une temporalité spécifique (calendrier grégorien, semaine de sept jours), la séparation progressive de la politique et de la religion, le statut des femmes, l'absence d'interdits alimentaires, de nombreux aspects de culture matérielle et de coutumes dont on ne pourra faire l'inventaire ici.

Le trait le plus important pour Pomian est certainement la laïcité, la séparation de la religion et de la politique – même si des symboles persistent, y compris institutionnels. L'Europe est le continent de la « sortie de la religion », un héritage du christianisme (« *Mon Royaume n'est pas de ce monde* »), dont on a encore vu les effets de sidération paradoxaux avec l'incendie de Notre-Dame de Paris. Un embrasement qui fut comme la destruction flamboyante d'un « pilier de la terre ». Sans forcer le trait, on peut dire que les poutres incandescentes, assemblées par les milliers d'artisans du « sombre Moyen-Âge », ont illuminé l'hyper-modernité laïque parisienne⁷.

Forte et faible de cette « unité dans la diversité », l'Europe, hors

⁷ L'une des expressions les plus émouvantes de cet incendie fut celle d'un calligraphe, traducteur, romancier et poète chinois de nationalité française, François Cheng (né en 1929).

colonies, n'est jamais vraiment entrée dans le moule impérial sur son territoire (contrairement à la Russie)⁸, malgré des tentatives de courte durée et de « petits empires » (austro-hongrois, français, suédois, polono-lituanien, allemand, britannique...). C'est en Europe qu'est né le modèle de l'État-Nation, avec le Traité de Westphalie (1648) qui mit fin aux guerres de religion. Les « congrès » succéderont désormais aux « conciles »⁹.

Une césure majeure était cependant intervenue antérieurement, avec le schisme de l'église chrétienne au XII^e siècle, qui porte autant sur des questions religieuses que sur leurs effets politiques et culturels. Dans la partie orientale de l'Europe, la Russie a conservé la forme impériale, y compris dans ses avatars communistes et poutiniens. C'est dès lors en Europe occidentale que le modèle « unité dans la diversité » s'est développé, ainsi que l'émergence d'une société politique progressivement laïcisée, tout en restant intimement marquée par son moule chrétien, catholique ou protestant. Notons que l'Angleterre anglicane, en tranchant le cou de

⁸ L'invasion mongole a joué un rôle déterminant sur le « despotisme oriental » (Marx) en Russie.

⁹ Il est piquant de constater, comme le fait van Middelaar (2012), que « tous les souverains et chefs d'État européens ont envoyé des représentants au congrès de Westphalie, sauf le roi d'Angleterre, le tsar de Moscou et le sultan ottoman. » L'auteur avait précédemment fait remarquer qu'en Europe, les congrès et les conférences avaient succédé aux conciles : « La transition des conciles aux congrès marque la lente évolution d'une Europe chrétienne sous l'autorité politico-théologique et *verticale* du pape à une assemblée d'États souverains mêlés à un jeu séculier et *horizontal* d'alliances et de rivalités. » (*ibidem*, nous soulignons)

la catholique Marie Stuart en 1587, coupe également un lien avec l'Europe continentale et choisit « le grand large ».

La Russie et l'Europe occidentale demeureront longtemps un « étranger proche » l'un pour l'autre, avec des empiétements divers (Pologne et Pays baltes, Ukraine occidentale et Transylvanie, Pacte de Varsovie). Nous en avons vu des répliques au XX^e siècle, lors des guerres de Yougoslavie qui épousèrent les frontières entre christianisme latin et grec, sans oublier les populations islamisées en Bosnie et au Kosovo. Comme le souligne Pomian : « ... une importante ligne de partage religieuse et culturelle (...) commence à l'Est de la Finlande pour suivre la frontière orientale des pays Baltes, traverser le Belarus, l'Ukraine et la Roumanie, pour finir entre la Croatie et la Serbie. Elle n'a pas bougé au cours des dix siècles et cette étonnante stabilité, malgré les efforts pour la repousser dans un sens ou dans un autre, mérite d'être soulignée. Les deux sphères d'influence diffèrent non seulement par leur manière de pratiquer la foi chrétienne, mais aussi par le traitement des questions culturelles. » (Pomian, *ibidem*). Un aspect culturel mentionné par Pomian est le traitement des images, qui est beaucoup moins anodin qu'il n'y paraît, car il débouchera sur une laïcisation de celles-ci en Europe occidentale dès le quinzième siècle.

On aurait par conséquent tort de sous-estimer ces facteurs religieux structurels, ces « fleuves souterrains » anciens et profonds, qui sont d'une autre consistance

que celle des pratiques religieuses observables et mesurables.

L'universalisme européen occidental, naïvement ethnocentrique, est parfois le pire adversaire des valeurs qu'il défend lorsqu'il méconnaît leur historicité.

Démocratie et divisions fondatrices

La seconde unification de l'Europe, après celle du christianisme au Moyen-Âge (sans oublier la Hanse marchande), fut celle des Lumières. Son projet était de ne plus prendre appui sur une révélation partagée, mais bien sur le « droit naturel » et le « droit des gens », un processus de sécularisation qui se développa dans des États souverains. La tentative napoléonienne de créer un Empire européen sur cette base, déboucha sur un échec, mais laissa des traces – poids et mesures, code civil, système éducatif, musées. Le développement de la démocratie se fit dès lors sur la base nationale par le biais du suffrage universel. Ce fut l'époque du « concert des nations » et des empires coloniaux.

Finalement, c'est bien là le paradoxe apparent : *ce qui fait l'unité de l'Europe* est aussi *ce qui la divise* (voir aussi sur ce sujet le chapitre très clair et pédagogique de Todorov, 2006) Dans la mesure où le développement de la démocratie nécessite le cadre national (agora démocratique partagée, histoire commune réelle et imaginaire, langue le plus souvent commune, matrice et références culturelles semblables, imaginaire aux racines similaires, espace délimité et reconnu...), il ne peut se faire de manière abstraite et formelle, comme ont pu le

penser et le défendre certains philosophes¹⁰.

Ajoutons que la démocratie comme gouvernement autonome des sociétés par elles-mêmes suppose l'acceptation de leurs divisions et conflictualités internes, et que la nature de ces divisions peut varier selon les nations – ce qui rend compliquée la constitution des groupes au parlement européen. Il y a donc congruence entre démocratie et deuil de la totalité indivise. Enfin, le rejet d'un Empire unifié trouve déjà sa source au Moyen-Âge, comme l'avait souligné le médiéviste Jacques Le Goff.¹¹

Les dernières tentatives impériales furent les deux grands régimes totalitaires du XXe siècle, qui avaient chacun l'ambition d'unir « le ciel et la terre » sur des fondements idéologiques immanents ; le premier sur la base d'une utopie matérialiste-historique à visée mondiale, le second en se légitimant d'une science raciale-nationale visant à conquérir un lebensraum (espace vital) allant du centre de la France à l'Oural et au Caucase. Et c'est bien sur les décombres de ces ambitions impériales que l'actuelle Union européenne, fondée sur des

¹⁰ Nous pensons ici au « patriotisme constitutionnel » d'Habermas. On peut également évoquer les nombreux penseurs et militants pour lesquels l'appartenance à l'UE ne devrait dépendre que de facteurs juridiques formels, hors de tout critère d'appartenance identitaire ou de territoire contigu. Une sorte d'Europe sans frontières qui pourrait inclure le Japon, le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Tunisie.

¹¹ « Tout au long du Moyen-Âge, la Chrétienté est une et diverse, une et fragmentée à la fois. Telle est l'Europe que le Moyen-Âge nous a léguée. Opposer l'Europe unie et les Nations est aujourd'hui un contre-sens historique » (cité par Krzysztof Pomian, op. cit.)

communautés économiques et politiques de nations indépendantes, fut laborieusement construite et élargie.

C'est un fait connu, mais qu'il faut rappeler à ceux qui, mal inspirés ou peu informés, ironisent à bon compte : « *Quel numéro de téléphone pour appeler l'Europe ?* » (Henry Kissinger, 1970). On retrouve cette ignorance ou ce dédain chez des intellectuels, qu'ils soient des internationalistes révolutionnaires devenus souverainistes (comme Régis Debray dans son pamphlet *L'Europe fantôme*) voire des fédéralistes qui rêvent d'une République européenne unie, telle Ulrike Guérot¹². Nous y reviendrons, mais rappelons que la démocratie européenne est née dans des communautés politiques nationales et n'est pas compatible avec la forme Empire¹³.

La construction européenne, qui aboutira à l'Union européenne en 1993 par le Traité de Maastricht (signé en 1992), s'est faite par sédimentations et élargissements successifs, dont nous n'allons pas retracer l'histoire par le menu. Pointons que le Traité de Maastricht a été signé un an après la chute de l'URSS et trois ans après la « chute du mur de Berlin » dans une période d'optimisme historique dont il a fallu déchanter. Et c'est ce défi qu'il faut affronter, en interne comme en externe.

¹² Voir son *Manifeste pour une République européenne*, 2013.

¹³ Sans avoir lu le livre de Bruno Lemaire, ministre de l'économie et des finances du gouvernement français, on est pour le moins surpris par son titre : *Le nouvel empire. L'Europe du vingt et unième siècle*, Gallimard 2019.

Van Middelaar ou la sphère intermédiaire

Un des auteurs qui a reconstitué minutieusement cette histoire institutionnelle et politique depuis 1951, jusque dans ses développements et défis les plus récents, est le philosophe et historien néerlandais Luuk van Middelaar. Un homme qui connaît également les rouages de l'UE de l'intérieur, ayant été « la plume » du premier président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. Dans son ouvrage majeur, sans langue de bois ni acronymes, *Le passage à l'Europe. Histoire d'un commencement* (2012), il examine comment s'est effectué le passage d'un groupe de nations européennes (les six nations fondatrices au début) aux Communautés¹⁴ européennes dans les années 1950 (la CECA fut créée en 1951), puis à l'Union européenne (1993) et à un « corps politique », en passant par le Marché commun (1957) et l'Union économique et douanière (1986).

La particularité de son analyse est de traiter des relations entre les États européens (l'ancien concert des nations ou la « sphère externe ») et « Bruxelles » (les institutions communautaires ou la « sphère interne ») en conceptualisant une troisième sphère (le « cercle des États membres », réunis aujourd'hui au sein du Conseil européen). Cette

¹⁴ Le terme de « communauté » a été forgé par un juriste membre de la délégation allemande à la CECA, en référence à la notion de *Gemeinschaft* (alliance durable et constitutive d'une identité) qui s'oppose à celle de *Gesellschaft* (alliance plus souple et moins contraignante) dans la pensée allemande (opposition formalisée par le sociologue Ferdinand Tönnies, dans son livre *Gemeinschaft und Gesellschaft*, 1887).

« sphère intermédiaire »¹⁵ joue un rôle politique de plus en plus important, face à l'imprévu et à l'événement. Van Middelaar note d'ailleurs que cette sphère était présente dès le début¹⁶, mais en catimini, la construction européenne s'étant d'abord faite discrètement et sur les low politics, après le rejet de la Communauté européenne de défense par le Parlement français en 1954. N'oublions pas que, si les États européens sont devenus de plus en plus nombreux à devenir des « États membres », ils ne le sont jamais entièrement. Les États-Nations, membres de ce qui deviendra l'UE, n'ont pas fusionné dans un super-État fédéral et restent souverains.

Il est donc nécessaire que des instances jouent le rôle d'intermédiaire entre la sphère externe et la sphère interne. La création du Conseil européen en 1974 (avec un siège de président permanent en 2009, occupé par Van Rompuy puis par Tusk) formalisera cette sphère intermédiaire, cette « table des gouvernements ». Il s'agit bien là de l'articulation entre l'unité et la diversité européennes¹⁷. C'est la clé

¹⁵ Remarquons en passant que cette dénomination d'intermédiaire correspond curieusement au patronyme de son auteur, le *middelaar* ou le *bemiddelaar* étant un « intermédiaire » en langue néerlandaise.

¹⁶ Notamment sous la forme de la conférence des ambassadeurs.

¹⁷ Comme l'exprimera Marcel Gauchet, « Les dysfonctionnements de l'Europe actuelle tiennent à la contradiction paralysante entre un système institutionnel conçu comme la préfiguration d'un État unitaire, avec son exécutif, son législatif et son judiciaire, alors que la réalité de son fonctionnement est d'une autre nature. « Qu'elle ose paraître ce qu'elle est ! », *L'Avènement de la démocratie IV, Le nouveau monde*, Gallimard, 2017.

de voûte politique, ou, si l'on préfère le pluriel, les cornes du taureau face aux événements historiques non prévus par la règle, les *high politics*.

Encore une complication de plus ? Pas tellement à nos yeux. On serait tenté de parler de simplification, ou pour le moins de clarification nécessaire dans une période de troubles. Entre les « fédéralistes » de la sphère interne (Commission, Parlement européen, Cour de justice) et le « concert des nations » de la sphère externe (les vingt-huit pays, dont certains associés par sous-groupes¹⁸), il y a les acteurs nationaux de la sphère intermédiaire, réunissant les États *en tant que membres*. Ceci avec le président de la Commission européenne siégeant dans le Conseil européen. Cette émergence de la sphère intermédiaire et son institutionnalisation stable, en tant que Conseil européen, a été rendue d'autant plus nécessaire que le début du XXIe siècle a vu décliner l'optimisme de la « fin de l'histoire » et le retour de l'imprévu et du tragique (les attentats, la guerre aux frontières, les flux de réfugiés et de migrants, le Brexit-&-Trump).

De la règle à l'événement : face à « Dame Fortune »

C'est dans son second ouvrage, *Quand l'Europe improvise. Dix ans de crises politiques* (2018), que van Middelaar va décrypter cette dernière décennie au moyen de la boîte à outil conceptuelle élaborée dans *Le passage à l'Europe*. Précisons d'abord que le terme « improviser » renvoie au jazz et n'a rien de négatif (dans le sens de

¹⁸ Comme le Conseil nordique (incluant l'Islande et la Norvège), le Groupe de Visegrad, le Benelux...

brouillon). Le livre s'ouvre par une citation de Miles Davis, *I'll play it first and tell you what it is later*. Son titre original en néerlandais est d'ailleurs « *La nouvelle politique de l'Europe* »¹⁹.

L'enjeu est de savoir comment l'UE a été capable de réagir et de se comporter en *acteur politique souverain*, face à quatre événements majeurs : la crise de l'euro (2010-2012), la crise ukrainienne (2013-2015), la crise des migrants (2015-2016) et la crise atlantique (Brexit-&-Trump, 2016-2017). Comme le montrent les dates, l'UE dans sa globalité ou dans une de ses parties (la zone euro) a été confrontée à des crises de manière quasi permanente de 2010 à 2017 (date de parution de l'ouvrage), c'est-à-dire à des nécessités de « décider » (c'est le sens étymologique du mot crise : κρίσις, action de décider). Pour reprendre le vocabulaire de l'auteur, il a fallu passer d'une « « *politique de la règle* » à une « *politique de l'événement* ».

Ou, pour utiliser le langage de Machiavel longuement cité dans les deux livres, affronter « Dame Fortune » – personnification de l'événement inattendu dans le langage du philosophe italien, dont les écrits marquent le passage du monde religieux et providentiel du Moyen-Âge au monde politique de la Renaissance.

Nous n'allons évidemment pas entrer dans les détails de ces crises, mais simplement pointer ce qu'elles représentent comme défis pour l'Europe et comment cette dernière y a fait face en tant

qu'Union européenne (ou Eurogroupe pour les pays de la zone euro). Cela pour « entrer dans le fleuve de l'Histoire »²⁰ et non plus vivre dans l'illusion de sa fin prochaine, d'une « nouvelle Jérusalem ». Une fin de l'histoire dont elle serait le pôle et l'aimant incontestable, « l'attracteur universel ». En effet, pendant de nombreuses années – dans le contexte d'une philosophie optimiste et évolutionniste de l'histoire, que venait confirmer la décomposition du communisme en Europe de l'Est en Russie – l'UE s'est pensée comme un « aimant » qui attirerait inéluctablement les autres pays à elle, à commencer par ses voisins (Pays de l'Est, Russie, Turquie, pays du Caucase). Ses « valeurs universelles » constituaient une proposition que l'on ne pouvait pas refuser²¹.

Les événements donnèrent tort à cet optimisme historique, ceci sur plusieurs fronts. Non seulement à l'externe (Russie, Turquie, monde musulman, Chine), mais aussi à l'interne (croissance des « populismes » anti-européens ou

²⁰ L'embryon de l'UE représenté par « les six » avaient déjà fait une tentative pour affronter les événements extérieurs en tant que corps politique. C'était le projet de Communauté européenne de défense (sous la pression des événements de Corée et de la menace russe), en 1953. Le projet fut finalement rejeté par le parlement français en 1954, ce qui poussa les six États européens dans les bras de l'OTAN – et à la merci de Donald Trump soixante-trois ans plus tard. Après ce veto français, la CEE connut comme une période de « latence » avant d'émerger du tunnel communautaire (selon l'expression de van Middelaar) en 1989, lorsque « Dame Fortune » frappa de nouveau à la porte.

²¹ Une expression empruntée à la maffia et utilisée par Marcel Gauchet, de manière un peu optimiste nous semble-t-il. Voir notamment « *Les ressorts du fondamentalisme islamique* », *Le Débat*, mai-août 2015

¹⁹ *De nieuwe politiek van Europa*, Groningen, Historische Uitgeverij, 2017.

eurosceptiques, Brexit). C'est dans ce cadre que l'UE fut contrainte « d'improviser », d'agir en acteur politique, ce que seuls les États européens *en tant que membres* de l'UE purent faire. Soit de manière isolée mais avec le mandat de la présidence européenne (la France lors de la crise géorgienne), soit en duo (la France et l'Allemagne pour les accords de Minsk dans le cadre de l'agression russe en Ukraine), soit de manière groupée au sein du Conseil Européen (Brexit). Comme l'exprime van Middelaar (2018), la force magnétique était devenue « *une attraction fatale* » pour les migrants et une menace de « révolution de couleur » pour les démocraties extérieures (Russie, Turquie, Chine, etc.). « Au cours de ces années turbulentes, l'Europe a perdu son innocence géopolitique » (*ibidem*) et a appris à se comporter en acteur géopolitique, à dire « nous les Européens ».

L'Europe, les peuples et le « déficit démocratique »

Comme nous l'avons signalé plus haut sur la base de van Middelaar (2012), l'expression « déficit démocratique » a été mise en circulation par un fonctionnaire de la Commission européenne²², responsable des relations avec le Parlement, ceci lors des premières élections au suffrage direct en 1979. Elle provient dès lors de la sphère interne de l'UE pour justifier cette élection au suffrage universel direct, et non pas d'adversaires ou de contempteurs de l'Europe. Depuis lors, l'expression a fait florès et « on n'arrête pas de courir après le déficit » (van Middelaar, *ibidem*),

tout en sachant confusément que la diversité native de l'Europe – linguistique, culturelle, historique, politique – n'est pas prête à se fondre dans « un seul peuple européen ». La complexité du régime mixte de l'Europe, à la fois national et supra-national, en est une des conséquences inévitables.

Les élections nationales directes (notez le pluriel) du Parlement européen en sont un des symptômes bien connu, les électeurs se mobilisant davantage pour des enjeux nationaux que pour des enjeux européens. Le déficit démocratique est dès lors en bonne partie la conséquence d'un manque de *démos* européen unique – les peuples étant attachés à leur identité. Sur cet aspect, en cohérence avec l'histoire longue de l'Europe, on peut avancer paradoxalement que cette dimension du déficit démocratique, lié à l'absence d'un peuple européen unitaire, est très démocratique.

On remarquera cependant que les questions politiques nationales et européennes sont de plus en plus interconnectées, dans une circularité qui s'intensifie. L'écho européen de l'interminable Brexit, comme le souligne la journaliste Florence Autret (2018), en est un exemple paradigmique. On ne compte plus les exemples d'élections nationales, voire même locales, qui font la une de la presse européenne (et les enjeux européens dans les élections nationales). Les populations européennes, à l'instar des chefs d'États réunis en Conseil, se comportent de plus en plus à la fois de manière *nationale* et *européenne*.

²² Dans David Marquand, *Parliament for Europe*, Londres, Jonathan Cape, 1979

L'opacité de certaines décisions, ou tractations préalables, par des instances de l'UE (pensons au CETA, à la pression des lobbies, etc.) est régulièrement épingle et dénoncée par des acteurs européens, qu'ils soient politiques, journalistes, militants de la société civile. Le fait même que cette opacité soit dénoncée et combattue nous semble un signe de la vigueur démocratique de l'UE ; l'on n'imagine pas un scénario semblable en Russie et, encore moins, en Chine. Enfin, il est probable que les évolutions « illibérales » de certains pays, dits « de l'Est », auraient été nettement moins contenues s'ils n'avaient pas été membres de l'UE, sans parler des risques géopolitiques afférents.

Cependant, le fonctionnement de l'UE, en particulier sa sphère interne (« le labyrinthe bruxellois »), a longtemps laissé peu de place à une opposition, dans la mesure où la dynamique de la construction européenne semblait découler mécaniquement des traités. Elle visait notamment, dès le départ, à « établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » (Traité de Rome, 1957). Ceci avec l'appui conjugué ou alterné des deux principales formations politiques, chrétienne-démocrate et sociale-démocrate. Dans ce contexte, selon van Middelaar (2018), « tant qu'il ne sera pas possible d'organiser une opposition au sein de l'Union, celle-là se mobilisera contre celle-ci. »²³ Les partis eurosceptiques en seraient une conséquence. Notons, pour relativiser cette thèse, que l'opposition à la construction

²³ Voir en particulier le chapitre « L'entrée en scène de l'opposition » dans l'ouvrage cité.

européenne est ancienne – à l'extrême droite comme à l'extrême gauche, ou chez les partisans d'un gouvernement mondial – et qu'elle est antérieure à la création de la CECA (voir *notamment Combattre l'Europe. De Lénine à Marine Le Pen*, Bruneteau, 2018).

Ceci étant dit, les dangers qui menacent la construction européenne nous semblent relever autant de la dynamique des États membres que de l'UE *en tant que telle*. Même si les mouvements dits « populistes » sont anti-européens à des degrés divers, bien que de moins en moins nombreux à plaider une sortie de l'UE, leurs causes sont autant de la responsabilité nationale qu'européenne. Le phénomène se manifeste d'ailleurs hors de l'UE, comme aux États-Unis. En un mot : les politiques mises en œuvre pour des sociétés par trop « ouvertes » aux vents du monde – autant sur le plan économique, marchand²⁴ et financier que migratoire – par des élites de gauche comme de droite, ont marginalisé une frange importante de la population²⁵. Cette globalisation est logiquement associée à l'Union européenne marchande et cosmopolite, « l'euromondialisation » ouverte à tous les vents (Bruneteau, *ibidem*).

²⁴ Par ailleurs génératrices de ravages environnementaux, un thème central que nous ne pouvons traiter ici. Il faudra démondialiser ou, pour le moins, « régionaliser » la mondialisation. Mais même dans ce cas en Europe, la noria incessante des camions, source de pollutions diverses, devra laisser place au ferroportage et à la relocalisation.

²⁵ Ce qu'écrivait Stefano Folli, éditorialiste de *La Repubblica*, cité par Bernard Guetta (2019) : « Les électeurs des 5 étoiles veulent une protection sociale, ceux de la Ligue veulent être protégés de l'immigration. »

C'est un enjeu démocratique redoutable que d'y répondre, en ne trahissant pas les fondements du projet européen. *Europe* doit saisir

le taureau par les cornes, mais sans se faire culbuter.

Bernard De Backer, mai 2019

L'Europe dans *Routes et déroutés*

Populisme, le parti pour le tout ?
Paniques démographiques à l'Est
Mondialisation, virus et anticorps
Vladimir l'Européen
Eurasisme, revanche et répétition de l'histoire
Voyage au Centre de l'Europe

Références

Agora Bozar à Bruxelles, « Comment raconter L'Europe ? » Images, Tabous, Pouvoirs, avec Florence Autret, Marcel Gauchet et Luuk van Middelaar

Ash Timothy Garton, « Why we must not let Europe break apart », *The Guardian*, 9 mai 2019

Bruneteau Bernard, *Combattre l'Europe. De Lénine à Marine Le Pen*, CNRS éd., 2018

Collectif, dossier « Autour de Quand l'Europe improvise de Luuk van Middelaar », *Le Débat* n° 204, mars-avril 2019

Conseil européen, *De discussions « au coin du feu » à un pôle de décision essentiel* (historique des institutions, avec notamment Luuk van Middelaar)

Gauchet Marcel, *L'Avènement de la démocratie IV, Le nouveau monde*, Gallimard, 2017

Guetta Bernard, *L'enquête hongroise (puis polonaise, italienne et autrichienne)*, Flammarion, 2019

Pomian Krzysztof, « Identité européenne : fait historique et problème politique », dans *Le Débat* n° 204, mars-avril 2019

Todorov Tzvetan, « Les Lumières et l'Europe », dans *L'esprit des Lumières*, Robert Laffont, 2006

Tusk Donald : « Si les démocraties libérales ne peuvent garantir le sentiment de sécurité, elles perdront », interview publié par *Le Monde*, 10 mai 2019 (extraits d'un long entretien au quotidien polonais *Gazeta Wyborcza*, partenaire du Monde dans le réseau Europa, et à son directeur Adam Michnik, qui l'a fondé il y a exactement trente ans, au moment où l'histoire basculait à l'Est).

van Middelaar Luuk, *Le Passage à l'Europe. Histoire d'un commencement*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Idées », 2012 (édition originale, *De passage naar Europa, Geschiedenis van een begin*, Historische uitgeverij, 2009)

van Middelaar Luuk, *Quand l'Europe improvise*, Gallimard 2018 (édition originale *De nieuwe politiek van Europa*, Historische uitgeverij, 2017)